REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 22 au 28 novembre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Pêche : projet Ecofish.....2
- Lancement de dispositifs de concentration de poissons à bouée unique équipés d'un GPS et d'une technologie de détection de la biomasse

1.2 Environnement : projet RECOS.....3
- Premier Comité de pilotage du projet RECOS

1.3 Cop 27 : traitement différencié des Iles.....5
- COP 27 – Un traitement différencié pour les îles

1.4 Agriculture.....7
- Agri Resources Group, ADD-OI et le PNUD vont développer une chaîne d'approvisionnement durable de la vanille dans l'Océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....9
- Le chef-lieu attire les affaires

2.2 Société.....10
- Prix à la consommation à La Réunion : + 0,2 % en octobre 2022 et + 3,7 % sur un an
- Lutte contre les violences faites aux femmes aux Comores : L'UE signe un accord.....

2.3 Economie..... 12
- MIC : Rs 64,1 milliards sur Rs 82 milliards engagées
- Destination Madagascar – Les promoteurs misent sur l'évènementiel
- Entrepreneuriat des jeunes – une dynamique qui s'enracine

Lancement de dispositifs de concentration de poissons à bouée unique équipés d'un GPS et d'une technologie de détection de la biomasse



Deux dispositifs de concentration de poissons à bouée unique, plus communément appelés "radeau" à Maurice, équipés d'un GPS et de la technologie de détection de la biomasse, ont été lancés le 22 novembre par le ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Navigation, Sudheer Maudhoo, au Centre de formation et de vulgarisation de la pêche à Pointe aux Sables.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet ECOFISH, financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Dans son discours, le ministre Sudheer Maudhoo a rappelé que le lancement du dispositif de concentration de poissons à bouée unique est une composante importante du projet "Soutenir l'autonomisation économique de la communauté de pêche artisanale de la République de Maurice".
Le projet vise à permettre aux pêcheurs artisanaux de la République de Maurice de sortir de la pauvreté en améliorant leur situation économique grâce à la fourniture de technologies avancées pour l'identification et l'exploration de nouvelles zones de pêche. Les pêcheurs artisanaux seront ainsi en mesure de quitter le lagon surexploité pour des zones de pêche plus durable. Sudheer Maudhoo a exprimé sa gratitude envers le PNUD et l'UE pour leur aide dans ce projet.

Le ministre a expliqué que le DCP à bouée unique, associé à la bouée satellite, serait un outil puissant pour aider les pêcheurs à connaître non seulement la position GPS du DCP, mais aussi la quantité de poissons présents autour du DCP. Il s'est attardé sur les objectifs de la pêche à l'aide du DCP, qui sont d'augmenter et de diversifier les revenus des pêcheurs, car le taux de capture est plus élevé que celui de la pêche en lagune ; de détourner l'effort de pêche de la lagune fortement exploitée vers la lagune extérieure, permettant ainsi aux écosystèmes marins de se réhabiliter et d'augmenter l'offre de poisson frais sur le marché.

Premier Comité de pilotage du projet RECOS



La Commission de l'océan Indien (COI) a organisé le premier Comité de pilotage du projet RECOS « Résilience des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien ». Les représentants des États membres de la COI y ont validé la feuille de route du projet et les activités clé portant sur la restauration côtière, les échanges d'expérience ou encore la mobilisation de la communauté scientifique. Ce projet, financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), est d'une durée de cinq ans.

Face au défi climatique et à l'érosion de la biodiversité, il est essentiel de préserver, restaurer ou gérer durablement les zones côtières. C'est d'autant plus indispensable que les îles de l'Indianocéanie forment l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale et sont la troisième région du monde la plus à risque face aux effets du dérèglement climatique. Le projet RECOS s'articule donc autour d'une approche de gestion intégrée des zones côtières pour renforcer la résilience des écosystèmes et des populations.

La première réunion du Comité de pilotage a ainsi permis de préparer les actions sur des sites pilote de restauration côtière, de convenir des lignes directrices pour des appels à projets qui soutiendront des actions de terrain ou encore de valider la structure du volet scientifique du projet. D'ailleurs, la science est au cœur de RECOS : « Ce projet vise le renforcement des liens et des synergies entre, d'une part, les pratiques empiriques, les sciences et les décideurs, et, d'autre part, entre nos îles de l'Indianocéanie et la région élargie du bassin occidental de l'océan Indien […] pour répondre aux défis du climat et de la biodiversité. […] La COP 27 a rappelé combien il est nécessaire de créer des ponts entre la recherche et la politique publique, combien les actions de terrains doivent se nourrir de ce que nous apprenons du génie de la Nature, combien la résilience de nos populations dépend d'une approche holistique des enjeux », souligne Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.

En ce qui concerne la restauration côtière, l'objectif est de redonner du souffle aux services écosystémiques. Des solutions basées sur la nature seront appliquées sur ces sites qui mobiliseront les administrations publiques ou les acteurs non-gouvernementaux des États membres. Sept sites pilote ont été identifiés à Mohéli (Comores), dans le district de Rivière Noire (Maurice), à Morondava, Atsimo Andrefana, Nosy Be et la Baie d'Antongil (Madagascar) et aux Seychelles. Au programme : restauration de mangroves, gestion durable des pêches et des récifs, lutte antiérosive ou encore aménagement littoral. En complément de ces sites pilote, l'appel à projets de RECOS ciblera les collectivités locales, organisations de la société civile ou encore instituts de recherche de la région. Au total, près de 50 % du financement du projet sera alloué aux actions de terrain.
Les membres du Comité de pilotage ont également rappelé l'importance de mutualiser les forces et expertises régionales. C'est également un axe fort du projet RECOS qui facilitera les échanges d'expériences au niveau régional et au-delà. Ces partages sont, en effet, essentiels pour renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la gestion intégrée des zones côtières, y compris les scientifiques.

Plus d'information :

- https://www.commissionoceanindien.org/communique-premier-comite-pilotage-recos/
- https://www.maurice-info.mu/2022-11-28-science-et-echanges-au-coeur-du-projet-de-rstauration-cotiere-recos.html
- https://www.webmauritius.com/article/ionnews/Premier+Comit%C3%A9+de+pilotage+du+projet+RECOS/4344978

COP 27 – Un traitement différencié pour les îles

Garantir un traitement différencié pour les îles en développement. C'était, en substance, le message essentiel porté par le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien à la COP27. Et pour cause : l'impact climatique dans les îles sont la bande-annonce des disruptions globales.
Présent à Charm-el-Sheikh du 10 au 17 novembre, Pr. Vêlayoudom Marimoutou a fait valoir les besoins spécifiques des îles. En effet, comme l'Afrique, les îles en développement sont des contributeurs minimes des émissions de gaz à effet de serre. Elles sont même marginales comptant pour moins de 1% du total des émissions entre 1960 et 2014 !

L'action climatique régionale

L'action climatique est inscrite dans le génome de la Commission de l'Océan Indien (COI). Dès la fin des années 1980, la COI a mis en œuvre ses premiers projets dans les domaines de la météorologie et de la préservation de l'environnement. Graduellement, l'action climatique de la COI s'est renforcée.
A l'évènement parallèle sur « l'état du climat en Afrique », coorganisé par l'Union africaine, l'ACMAD et la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou explique :
« A travers ses projets et le soutien de ses partenaires au développement, la COI est pleinement engagée en soutien à ses Etats membres pour renforcer la résilience climatique régionale. C'est un chantier de longue haleine qui oblige à une approche holistique qui lie science et technologies, innovation et formation, équipements et échanges, diplomatie et engagement citoyen ».

Le saviez-vous?

L'Indianocéanie est la troisième région du monde la plus exposée aux risques naturels. La dernière saison cyclonique en donne un aperçu : la seule Grande île de Madagascar a été traversée par six cyclones qui ont engendré des pertes humaines et matérielles importantes. Sur les trente dernières, on estime les pertes économiques liées aux effets du dérèglement climatique à plus de 17 milliards de dollars.

Les projets climat / environnement de la COI

D'abord le constat :
- Jusque-là, les promesses pour s'adapter sont insuffisantes ; les engagements pour accompagner nos efforts et nos actions sont insuffisants ; les moyens pour nous permettre d'être résilient sont insuffisants. Et à ces insuffisances s'ajoutent un sentiment d'iniquité. Nos îles d'Afrique subissent les dommages des dérèglements climatiques dont elles ne sont pas responsables.

Ensuite, les recommandations formulées au segment de haut niveau :
- mise en œuvre accélérée des engagements de Glasgow, notamment pour le doublement du financement d'adaptation d'ici 2025 comparativement aux niveaux de 2019. Objectif : disponibilité des financements et surtout accès facilité pour les PEID sur la base de l'indice de vulnérabilité aux dérèglements climatiques et non conditionné par le revenu par tête d'habitant. Il s'agit, en effet, de ne pas pénaliser des îles comme les Seychelles ou Maurice qui, malgré le niveau de développement socioéconomique, restent des « zones sensibles » comme toutes les îles.
Opérationnalisation du réseau de Santiago pour un mécanisme de financement des pertes et dommages, avec un fonds dédié. Ce sujet a été au cœur de cette COP.
En plus de ces sujets cruciaux, le Secrétaire général de la COI a appelé à un investissement massif en faveur de la formation, des technologies et du transfert des technologies. Il a également souligné l'importance de mobiliser davantage la science pour développer des solutions et soutenir la prise de décision.
« Dans tous nos pays d'Afrique, il faut former la jeunesse, offrir des opportunités d'emplois en phase avec les défis climatiques, énergétiques et environnementaux, les nouvelles tendances socioéconomiques et l'aspiration au bien-être de nos populations ; ou autrement dit, offrir des opportunités en phase avec le devenir du monde. Plus de 60% des métiers de demain n'existent pas aujourd'hui et il ne fait aucun doute que les « emplois climatiques » constitueront une part importante de ces métiers. L'investissement, c'est maintenant qu'il faut le consentir. Il y a urgence ! », a insisté Pr. Marimoutou.

La COP, un temps d'échanges

La COP27 a été l'occasion d'échanges nombreux et utiles avec les partenaires. La délégation de la COI a ainsi eu des entretiens avec les premiers responsables du Forum du Pacifique, de la Commission de l'Union africaine, du Commonwealth ou encore de l'Organisation des Etats ACP.
La COI a coorganisé deux événements parallèle, l'un avec l'Initiative sur les risques climatiques et les systèmes d'alerte précoce (CREWS) et le Centre pour la résilience des Caraïbes, l'autre avec la Commission de l'UA et l'ACMAD. Elle a également participé à des sessions avec l'OAECAP – programme ClimSA, le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement, entre autres.
Enfin, la COI a soutenu la participation de délégués des Etats membres pour les négociations à travers le projet GGCA+ financé par OEACP – UE.

Agri Resources Group, ADD-OI et le PNUD vont développer une chaîne d'approvisionnement durable de la vanille dans l'Océan Indien



Signature du protocole d'accord d'Agri Resources Group - Romy Andrianarisoa PDG de TF261 et organisatrice de la conférence ADD-OI et Shalina Dhallapah, directrice d'Agri Resources (Mauritius)

(AGRI RESOURCES) - Antananarivo, Madagascar : Agri Resources (Mauritius) et ADD-OI, ont signé un protocole d'accord pour collaborer sur le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable de la vanille dans l'océan Indien.
Avec l'engagement du gouvernement malgache et le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, l'accord a été signé à Antananarivo, Madagascar, lors de la première conférence sur le développement durable de l'océan Indien les 4 et 5 novembre 2022.
L'accord comprend des projets visant à contribuer à la gestion écologiquement durable des ressources naturelles vivantes et à l'utilisation des terres, ainsi qu'au progrès socio-économique et à l'autonomisation des communautés d'agriculteurs sur les îles.
La Conférence du Développement Durable de l'Océan Indien (ADD-OI, Assises du Développement Durable de l'Océan Indien) s'est tenue à Antananarivo les 4 et 5 novembre 2022, dans le cadre de la Présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) par Madagascar, et en réponse à l'engagement pris par les huit îles : Madagascar, Mayotte, Comores, Maurice, Seychelles, La Réunion, Maldives et Zanzibar, pour lutter activement contre le changement climatique à travers des projets concrets et ciblés impliquant les huit îles ainsi que trois pays partenaires : le Maroc, les Emirats Arabes Unis et Inde. La conférence est soutenue par le PNUD,

l'Union européenne et par le gouvernement de Madagascar, ainsi que les principaux investisseurs à impact tels que le PFAN, la BAD, la SFI, le FIDA.
Agri Resources Group représenté par Agi Resources (Mauritius) s'est vu accorder la priorité pour collaborer au développement d'une chaîne d'approvisionnement durable de vanille dans l'océan Indien en partenariat avec les nations concernées.
Le partenariat entre ADD-OI et Agri Resources comprend des projets d'agriculture durable, de restauration des terres, d'agroforesterie et de préservation de la biodiversité, ainsi que la création d'emplois locaux et d'opportunités économiques et la formation des communautés locales. Ces projets à long terme ont la capacité de créer une rentabilité directe bénéficiant de l'expérience d'Agri Resources Group dans la réalisation de ces activités.
Présent sur 3 îles, le cœur de métier d'Agri Resources (Mauritius) et de ses filiales, comprend la culture, l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation de la vanille et des épices.
Le groupe se développe dans l'Océan Indien depuis 2015, et gère aujourd'hui 3 plantations (un total de 145ha), deux sites de transformation et d'exportation, une distillerie d'huiles essentielles, et travaille avec un réseau de plus de 1700 petits agriculteurs.
Le protocole d'accord identifie deux domaines prioritaires de collaboration stratégique : la gestion durable des ressources naturelles vivantes et de l'utilisation des terres, ainsi que le progrès socio-économique et l'autonomisation des communautés d'agriculteurs sur les îles.
« Nous sommes très reconnaissants et touchés par la réponse extrêmement positive à nos projets. S'associer à l'ADD-OI et au PNUD, ainsi qu'aux institutions financières et de développement qui souhaitent nous suivre, est une opportunité d'amplifier l'impact positif de nos opérations sur l'environnement ainsi que sur les communautés que nous servons. », a déclaré Shalina Dhallapah, directrice d'Agri Resources (Mauritiius)
L'accord entre Agri Resources Group et ADD-OI prend effet immédiatement. Les projets d'une valeur de 8,5 millions d'euros seront déployés à Madagascar et à Maurice en 2023.

Le chef-lieu attire les affaires

HÔTELLERIE. Après deux ans au bilan mitigé, le tourisme d'affaires est reparti de plus belle lors du premier semestre de 2022 à La Réunion. Dans le chef-lieu, qui concentre notamment cette clientèle touristique, l'offre s'apprête d'ailleurs à être renforcée avec trois nouveaux hôtels à découvrir, dont un dès l'année prochaine.



Les chiffres le prouvent : la crise covid semble derrière nous, permettant aux voyageurs de reprendre leurs bonnes habitudes de 2019, l'année de référence pour le secteur touristique. Dans son ensemble, le tourisme a fait un bond en avant lors du premier semestre de 2022. Notamment le tourisme d'affaires, qui représente 10,1 % de la clientèle touristique. Sur l'île, force est de constater que cette clientèle se regroupe notamment dans le chef-lieu. "Sur Saint-Denis, on est sur un territoire aux multiples facettes puisqu'on a un tourisme d'affaires et un tourisme affinitaire, explique René Tangapriganin, responsable de l'Office de tourisme du Nord. C'est la porte d'entrée sur le territoire, pas mal de sièges sociaux sont concentrés sur la capitale, au même titre qu'on note la présence de grands groupes." Ce qui explique les séjours de ces businessmen et businesswomen dans la cité dionysienne. "Aujourd'hui, même si on commence à décentraliser et d'aller vers l'Ouest, les grandes administrations sont basées à Saint-Denis, poursuit René Tangapriganin. Et cela a pris de l'ampleur, également, lorsqu'on est devenu intercommunal. Tout se centralise sur le Nord. Cela a permis à la ville de prendre de l'extension, par exemple, avec la Technopole. Le numérique s'est exporté ici, cela a donné un coup de fouet et a donné l'opportunité aux entreprises d'envoyer leurs associés ou aux grands patrons de se déplacer ici."

Des fréquentations identiques à 2019

Suite de l'article

Prix à la consommation à La Réunion : + 0,2 % en octobre 2022 et + 3,7 % sur un an



Comme tous les mois, l''Institut national de la statistique et des études économiques publie son indice des prix à la consommation. Un indice attendu car il évalue l'augmentation des prix mois par mois et permet de mesurer l'inflation à La Réunion. Le communiqué ci-dessous.
En octobre 2022, les prix à la consommation augmentent de 0,2 % à La Réunion, après - 1,1 % en septembre. Les prix des produits manufacturés repartent à la hausse avec la fin de la période de soldes. Les tarifs de l'énergie augmentent après deux mois de baisse, du fait de la hausse des tarifs des produits pétroliers. Dans l'alimentaire, les prix poursuivent leur hausse, avec toutefois un net recul des prix des produits frais. A contrario, dans les services, la baisse entamée depuis août s'accélère, en raison essentiellement de la forte baisse des tarifs des services de transport.

Sur un an, les prix augmentent de 3,7 % à La Réunion, soit nettement moins qu'en France hors Mayotte (+ 6,2 %).
Les prix à la consommation augmentent de 0,2 % en octobre 2022 à La Réunion. Les prix des produits manufacturés et de l'énergie rebondissent. Les prix augmentent dans l'alimentaire pour le troisième mois consécutif, tandis que les tarifs des services poursuivent leur baisse (figure 1 et figure 2).

En octobre, les prix des **produits manufacturés** repartent à la hausse (+ 1,2 %). Après la période de solde du mois de septembre, les prix dans l'habillement et les chaussures augmentent de 2,5 %, et ceux des autres produits manufacturés de 1,1 %. Le recul amorcé depuis le mois de juin dans les produits de santé se poursuit (- 0,3 %). **Suite de l'article**

Lutte contre les violences faites aux femmes aux Comores : L'UE signe un accord de subvention avec la Croix-Rouge française

Vendredi dernier, a eu lieu à Moroni, la signature d'accord de subvention entre l'Union européenne et la Croix-Rouge française d'un montant de 300.000 euros. L'objectif est d'améliorer le bien-être des jeunes et des femmes victimes de violences par la prévention et la prise en charge dans les trois districts de santé, à savoir Fumbuni à Ngazidja, Mutsamudu à Ndzuani et de Fomboni à Mwali.



La lutte contre les violences à l'égard des femmes et des jeunes, une priorité de l'Union Européenne à travers ses institutions en Union des Comores. Vendredi dernier, dans ses locaux, une cérémonie de signature d'accord a eu lieu avec la Croix-Rouge française et le croissant-rouge comorien. Cette accord apporte de l'UE à la croix rouge française un don de 300.000 euros destinés pour la mise en œuvre des dispositions devant renforcer l'amélioration de la qualité des soins dans les structures de prise en charge des victimes de violences.

« Vous le savez, l'UE s'engage fortement pour lutter contre ce fléau, en Europe et dans le monde. La violence envers les femmes est à la fois une atteinte aux droits humains et une forme de discrimination sexuelle. Résultat des inégalités entre les femmes et les hommes, elles se manifestent sous des formes multiples », a déclaré Pierre Beziz, chef du bureau de l'Union Européenne aux Comores. Et lui d'avancer que, « les estimations de son ampleur sont alarmantes. Ces violeurs ont de lourdes répercussions sur les victimes et entraînent des coûts importants pour la société ».

Semaine d'activités

En hommage de la journée mondiale de la femme, le 25 novembre, l'Union européenne, la Croix-Rouge française et le croissant rouge comorien en partenariat avec le commissariat pour la promotion du genre et de la protection sociale, ont mis dans leur ligne de mire un programme d'activités dont la mise en place des clubs des mères. « Nous sommes réunis par le lancement des activités concrètes.

Suite de l'article

Lire aussi :

- **https://www.nation.sc/articles/15971/16-days-of-activism-against-gender-based-violence-gets-under-way**
- **https://www.zinfos974.com/%E2%80%8BVideo-Violences-sexistes-et-sexuelles-Une-marche-pour-dire-STOP_a189763.html**
- **https://ionnews.mu/le-nombre-de-cas-de-violences-basees-sur-le-genre-est-en-hausse/**

MIC : Rs 64,1 milliards sur Rs 82 milliards engagées



En marge des négociations tripartites, l'assistance financière accordée par le gouvernement au secteur privé pendant la période de pandémie du Covid-19 se présente comme une arme à double tranchant. Du côté de l'Hôtel du gouvernement, l'on ne cesse de se féliciter que sans ce programme de soutien, le pays aurait été à genoux à la sortie de la pandémie. Toutefois, dans les milieux syndicaux, l'on se prépare à réclamer des comptes au sujet de cet encadrement financier, notamment par le guichet de la filiale de la Banque de Maurice, la Mauritus Investment Corporation Limited, avec un War Chest de Rs 82 milliards en devises étrangères. À ce jour, les engagements confirmés de la MIC sont de Rs 64,1 milliards.

Tout cela, dans un contexte où la Banque de Maurice affiche des pertes ou un manque à gagner de Rs 11 milliards, dépendant de quel côté de la table l'on s'installe à la BoM Tower, et une pénurie de devises étrangères dans le circuit bancaire. À la fin d'octobre, la Bank of Mauritius Statement of Financial Position confirme une total comprehensive loss de l'ordre de Rs 11 milliards, littéralement le double en un mois. Car au 30 septembre dernier, ces pertes étaient de Rs 6,8 milliards.

Un autre détail inquiétant dans ce tableau de performance de la Banque de Maurice est que le montant des foreign assets est en nette baisse, passant de Rs 328,7 milliards à la fin de septembre pour se retrouver Rs 286,4 milliards au 31 octobre. Cela en raison d'un changement au titre des cash and cash equivalents, passant de Rs 83,8 milliards à Rs 46,5 milliards en un mois. **Suite de l'article**

ENTREPRENEURIAT DES JEUNES – Une dynamique qui s'enracine

26 novembre 2022 1 commentaire L'Express de Madagascar 110 Vues 11 minute(s) pour lire



Présentation du programme d'appui à l'entrepreneuriat Miary, le 17 novembre 2022.

L'entrepreneuriat des jeunes est au cœur des priorités politiques, car c'est un moyen de favoriser la compétitivité et la diversification des activités productives et innovatrices. Le gouvernement et les partenaires techniques et financiers aiment à marteler que les jeunes entrepreneurs ont le potentiel nécessaire pour créer une nouvelle dynamique économique génératrice de croissance et d'emploi. La stratégie pour la croissance, soutiennent-ils, accorde une attention particulière à la promotion de l'esprit d'entreprise et contient un plan d'action axé sur la création d'un environnement propice à l'entrepreneuriat des jeunes.

Les analystes économiques s'accordent sur la pertinence de ce constat et de cette stratégie en arguant que l'augmentation du chômage des jeunes constitue une menace pour la stabilité économique et politique. Et eux d'ajouter que les pays au profil démographique très jeune comme Madagascar sont encore plus menacés et qu'une croissance encore fragile signifie une limitation des possibilités d'emploi. Ce qui justifie la nécessité de mettre en place des moyens alternatifs de création de nouvelles activités créatrices de richesses et de revenus. L'entrepreneuriat des jeunes pouvant constituer une bonne partie de la solution.

Mais on rappelle également que l'enseignement et la formation sont essentiels pour cultiver l'esprit d'entreprise et développer les compétences spécifiques au lancement et à l'expansion des projets entrepreneuriaux. Toutefois, l'enseignement et la formation ne peuvent être dissociés du système plus général de soutien à l'entrepreneuriat. « Il convient d'apporter une réponse politique coordonnée pour veiller à ce que l'énergie et la motivation des jeunes soient mieux exploitées afin de répondre aux besoins de l'économie de notre époque », explique l'économiste Rado Ratobisaona.

À savoir, en outre, que les perceptions culturelles et l'acceptation des risques et des échecs liés à l'entrepreneuriat constituent les principaux obstacles majeurs à la création d'une société favorable à l'entreprise. Les décideurs publics et leurs partenaires ont un rôle de premier plan à jouer à cet égard. Il est, en effet, important d'examiner la façon dont le profilage de jeunes entrepreneurs prospères en tant qu'exemples à suivre, et l'utilisation des canaux numériques pourraient contribuer à l'établissement d'une culture plus propice à l'esprit d'entreprise. On insiste également sur le fait que la reconnaissance de l'échec constitue une possibilité d'apprentissage. Il convient ainsi de redéfinir les processus d'enseignement et d'apprentissage à l'école afin de doter les jeunes des compétences nécessaires pour gérer l'échec et la réussite, qui sont autant d'enjeux spécifiques des entrepreneurs à l'heure actuelle.

Suite de l'article

DESTINATION MADAGASCAR – Les promoteurs misent sur l'événementiel



Le ministère du Tourisme et les organismes en charge de la promotion de la destination Madagascar comptent sur le tourisme événementiel pour accroître le nombre de visiteurs.

Promouvoir la destination Madagascar à travers les opérations événementielles ». C'est l'un des plans mis en œuvre par les responsables du développement du secteur touristique de la Grande île qui ont rencontré dernièrement les membres de la presse pour donner des éclairages sur les actions actuelles visant à booster la fréquentation touristique après plus de deux ans de vache maigre pour cause de crise sanitaire.

« Afin de renforcer son positionnement, augmenter ses produits touristiques et élargir sa clientèle, la destination Madagascar promeut le tourisme événementiel, une nouvelle tendance en plein essor », a expliqué le ministère du Tourisme de Madagascar qui vient d' annoncer son soutien à la 6e édition du festival Zaza RapTaiza. Cette manifestation culturelle va réunir une dizaine de rappeurs de renommée internationale et suivis par des milliers d'abonnés sur les réseaux sociaux. « Les fans du rap seront gâtés grâce à la présence de Youssoupha, Nuttea, Chilla la rappeuse franco – malgache et d'autres rappeurs locaux», a-t-on aussi indiqué avant d'ajouter qu'environ 4000 spectateurs locaux, résidents et internationaux sont attendus quotidiennement durant les trois jours du festival.

Le mardi 22 novembre dernier, au siège du ministère à Tsimbazaza, Diana Rasoanaivo, directeur de cabinet du ministère, et Big Tovolah, l'organisateur et fondateur du festival, ont annoncé à la presse le début de la collaboration entre le département ministériel et le comité d'organisation de l'événement. Il a aussi été expliqué à cette occasion que ce type de partenariat est appelé à se développer afin de cibler des segments particuliers de la clientèle touristique internationale.

Une tendance d'avenir

À savoir que le ministère ne compte pas seulement sur la culture pour promouvoir le tourisme événementiel. Il mise aussi sur d'autres créneaux comme le sport. C'est ainsi que, fin mai dernier, la baie de Sakalava à Antsiranana a accueilli la première édition du Festikite Madagascar. L'événement, organisé par Mada Kite Bros, faisait partie des activités de relance du secteur tourisme. « Mis en place par le ministère du Tourisme et réalisé sous financement du projet PIC, avec l'appui technique de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM), l'événement s'inscrit dans le cadre du programme d'événements visant à remettre la destination Madagascar sur les rails après des mois de stand-by pour cause de crise sanitaire. », a-t-on soutenu. Pour cette première édition du Festikite, environ 100 participants nationaux et internationaux ont été réunis dans le Nord.

Suite de l'article